

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2025-05-19-00004

Arrêté préfectoral mettant en demeure la  
société STELLANTIS concernant les installations  
exploitées à Poissy

**ARRÊTÉ**  
**préfectoral mettant en demeure la société STELLANTIS**  
**concernant les installations exploitées à**  
**POISSY (78300) 45 rue Jean-Pierre Timbaud**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**Vu** les actes administratifs délivrés antérieurement à la société Peugeot Citroën Poissy SNC pour son usine située 45 rue Jean-Pierre Timbaud à Poissy (78300) et notamment l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 ;

**Vu** l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision n°DRIAT-IDF-2025-0401 du 2 mai 2025 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 1er avril 2025 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 22 octobre 2024 ;

**Vu** le courrier en date du 07 avril 2025 transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 25 avril 2025 ;

**Considérant** qu'à la demande de l'inspection des installations classées, un contrôle inopiné des émissions atmosphériques du site a été réalisé en décembre 2024 par la société APAVE EXPLOITATION FRANCE ;

**Considérant** que le rapport réalisé par la société APAVE EXPLOITATION FRANCE, daté du 31 janvier 2025, a révélé :

- des dépassements importants de la valeur limite d'émission en concentration de plusieurs paramètres (COVT, CH<sub>4</sub>, CO et formaldéhyde) et en flux de formaldéhyde dans les rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique de l'étuve cataphorèse ;
- un incident de fonctionnement de l'oxydateur thermique de l'étuve cataphorèse pendant la période de mesure ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement à l'article 3.2.6.2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 avril 2009 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société STELLANTIS de respecter les prescriptions de l'article 3.2.6.2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 avril 2009 ;

**Sur proposition** du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société STELLANTIS exploitant une usine d'assemblage automobile située 45 rue Jean-Pierre Timbaud à POISSY (78300), **est mise en demeure** de respecter dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions de l'article 3.2.6.2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 avril 2009 susvisé en en mettant en œuvre des actions correctives sur l'oxydateur thermique de l'étuve cataphorèse afin de respecter les conditions de rejets imposées par cet article.

**Article 2** : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3** : Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la

publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

**Article 4 :** Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
  - au sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye,
  - au maire de Poissy,
  - à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 19 mai 2025

Le Préfet,  
Par délégation la Directrice,  
par subdélégation, la chef de  
l'unité départementale  
signé  
Delphine DUBOIS